

Rapport semestriel

Au 30 juin 2009

Comptes consolidés condensés
Rapport semestriel d'activité
Attestation du Président
Rapport des commissaires aux comptes



Etat consolidé du résultat global

Compte de Résultat Consolidé

(en millions d'euros sauf le résultat par action)

		1er semestre 2009	1er semestre 2008 *	Exercice 2008 *
Chiffre d'affaires	(note 13)	7 755	8 946	18 311
Coûts des ventes		(4 781)	(5 265)	(10 879)
Marge brute		2 974	3 681	7 432
Recherche et développement	(note 14)	(180)	(199)	(402)
Frais généraux et commerciaux		(1 895)	(2 064)	(4 120)
Autres produits et charges d'exploitation		4	(7)	27
EBITAR**		903	1 411	2 937
Charges de restructuration	(note 15)	(112)	(52)	(164)
EBITA***		791	1 359	2 773
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions		(108)	(49)	(174)
Résultat d'exploitation		683	1 310	2 599
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		15	21	48
Coût de l'endettement financier brut		(164)	(149)	(294)
Coût de la dette financière nette		(149)	(128)	(246)
Autres produits et charges financiers	(note 16)	(49)	(4)	(87)
Résultat financier		(198)	(132)	(333)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(8)	6	12
Résultat avant impôts		477	1 184	2 278
Impôts sur les sociétés	(note 17)	(114)	(313)	(555)
Résultat net		363	871	1 723
-dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		346	851	1 682
-dont actionnaires minoritaires		17	20	41
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)		1,43	3,56	7,02
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution (en euros/action)		1,43	3,54	7,00

* Colonnes 2008 retraitées du changement de présentation de la composante financière des charges liées aux plans à prestations définies, détaillé en Note 1

** EBITAR (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles and Restructuring costs
Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et avant charges de restructuration

*** EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles
Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)

	1er semestre 2009	1er semestre 2008	Exercice 2008
Résultat net	363	871	1 723
Autres éléments du résultat global :			
Ecart de conversion	40	(440)	18
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	119	(47)	(88)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(24)	(84)	(116)
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	(30)	9	(425)
Impôts sur les éléments directement reconnus en capitaux propres	(25)	48	215
Autres éléments	(5)	(7)	(10)
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	75	(521)	(406)
Total du résultat global pour la période	438	350	1 317
Attribuable:			
-aux actionnaires de la société mère	424	332	1 266
-aux participations ne donnant pas le contrôle	14	18	51

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)

ACTIF		30.06.2009	31.12.2008
Actifs non courants :			
Ecarts d'acquisition, nets	(note 3)	8 630	8 542
Immobilisations incorporelles, nettes	(note 4)	3 968	3 991
Immobilisations corporelles, nettes	(note 4)	1 971	1 970
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes		5 939	5 961
Participations dans les entreprises associées	(note 5)	89	281
Actifs financiers disponibles à la vente	(note 6)	235	200
Autres actifs financiers non courants	(note 6)	124	113
Actifs financiers non courants		359	313
Actifs d'impôt différé	(note 17)	973	932
Total actifs non courants		15 990	16 029
Actifs courants :			
Stocks et en-cours		2 343	2 584
Clients et créances d'exploitation		3 157	3 537
Autres créances et charges constatées d'avance		870	925
Immobilisations destinées à la vente		2	2
Actif financier courant	(note 6)	68	78
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(note 10)	2 342	1 652
Total actifs courants		8 782	8 778
Total de l'Actif		24 772	24 807

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)

PASSIF		30.06.2009	31.12.2008
Capitaux propres	<i>(note 7)</i>		
Capital social		2 075	1 979
Primes d'émission, de fusion, d'apport		5 804	5 378
Réserves consolidées et autres réserves		4 073	4 503
Réserves de conversion		(911)	(954)
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		11 041	10 906
Actionnaires minoritaires		117	145
Total capitaux propres		11 158	11 051
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	<i>(note 8)</i>	1 491	1 463
Autres provisions non courantes	<i>(note 9)</i>	306	302
Provisions non courantes		1 797	1 765
Dettes financières non courantes			
Emprunts obligataires	<i>(note 10)</i>	4 497	3 367
Dettes financières à plus d'un an	<i>(note 10)</i>	1 458	1 272
Dettes financières non courantes		5 955	4 639
Passifs d'impôt différé	<i>(note 17)</i>	909	888
Autres dettes à long terme	<i>(note 12)</i>	24	20
Total passifs non courants		8 685	7 312
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		1 946	2 312
Dettes fiscales et sociales		1 240	1 320
Provisions courantes	<i>(note 9)</i>	562	538
Autres dettes courantes		652	708
Dettes financières courantes	<i>(note 10)</i>	529	1 566
Total passifs courants		4 929	6 444
Total du Passif		24 772	24 807

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Etat de variation des capitaux propres

(en millions d'euros sauf nombre d'actions)

	Nombre d'actions (milliers)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'auto- contrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux action- naires de la société mère	Part des action- naires minoritaires	TOTAL
1er janvier 2008	245 299	1 962	5 254	(279)	4 211	(963)	10 185	129	10 314
Résultat net de la période					851		851	20	871
Autres éléments du résultat global					(81)	(438)	(519)	(2)	(521)
Résultat global de la période					770	(438)	332	18	350
Augmentation de capital									
Plans de souscription d'actions	98	1	5				6		5
Dividendes distribués					(796)		(796)	(28)	(824)
Variation de l'auto détention				(45)			(45)		(45)
Stock options					15		15		15
Autres (1)				1	5		6		6
30 juin 2008	245 397	1 963	5 259	(323)	4 205	(1 401)	9 703	119	9 822
1er janvier 2009	247 426	1 979	5 378	(352)	4 855	(954)	10 906	145	11 051
Résultat net de la période					346		346	17	363
Autres éléments du résultat global					35	43	78	(3)	75
Résultat global de la période					381	43	424	14	438
Augmentation de capital	11 968	96	424				520		520
Plans de souscription d'actions (Note 7)	39	0	2				2		2
Dividendes distribués					(837)		(837)	(25)	(862)
Variation de l'auto détention				9			9		9
Stock options (Note 7)					15		15		15
Autres (2)				(1)	3		2	(17)	(15)
30 juin 2009	259 433	2 075	5 804	(344)	4 417	(911)	11 041	117	11 158

(1) Dont 5 millions d'euros liés au plan d'actionnariat salarié et 2 millions d'euros au titre du reclassement des plus-values sur actions propres.

(2) Dont 3 millions d'euros liés au plan d'actionnariat salarié et (17) M€ pour la déconsolidation de la JV East

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros sauf mention contraire.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1 - Principes comptables

➤ Base de préparation et référentiel comptable

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2009, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF sous le numéro D.09-0124, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des changements de méthode décrits ci-dessous ainsi que de l'adoption de la norme IAS1 – *Présentation des états financiers* – version révisée. Les principaux changements par rapport à la version précédente d'IAS 1 sont les suivants:

- (i) tous les changements provenant de transactions avec les actionnaires de la société mère sont présentés séparément des transactions avec les actionnaires minoritaires des filiales,
- (ii) les produits et charges comptabilisés sont présentés dans deux états (un compte de résultat séparé et un état détaillant les autres éléments du résultat global),
- (iii) le résultat global total est présenté dans les états financiers.

Concernant l'information sectorielle, le groupe est en train de mettre en place progressivement une nouvelle organisation qui sera pleinement opérationnelle au 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, compte tenu de cette mise en place progressive se traduisant par une structure de reporting interne en cours d'évolution, il apparaît pertinent de communiquer l'information sectorielle par zone géographique et par activité telle que présentée lors des exercices précédents. A compter du 1^{er} janvier 2010, date à laquelle la nouvelle structure de reporting interne sera stabilisée, l'information sectorielle sera présentée conformément aux dispositions d'IFRS 8 *Secteurs Opérationnels*.

Enfin les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2009:

- Version révisée de IAS 23 - *Coûts d'emprunt* - Capitalisation obligatoire des coûts d'emprunt ;
- Version révisée de IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* – Conditions d'acquisition des droits et annulations;
- Versions révisées de IAS 32 - *Instruments financiers : Informations à fournir et présentation* et de IAS 1 - *Présentation des états financiers* – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations générées par une liquidation;
- Version révisée de IFRS 1 - *Première adoption des Normes internationales d'information financière* et IAS 27 - *États financiers consolidés et individuels – Coût d'acquisition d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée* ;
- *Améliorations des IFRS (mai 2008)*;
- IFRIC 13 - *Programmes de fidélisation clients*.

Ces principes appliqués par Schneider Electric au 30 juin 2009 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ; en effet, l'application des amendements et interprétations dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 dans le référentiel publié par l'IASB mais non encore obligatoire dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union Européenne serait sans incidence significative.

Enfin, le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été endossées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 ou dont l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2009 :

- IFRS 3 R *Regroupements d'entreprises*,

- IAS 27 A *Etats financiers consolidés et individuels*,
- IFRIC 12 - *Concessions de services*,
- IFRIC 15 *Vente de biens immobiliers*,
- IFRIC 16 *Couverture d'un investissement net dans une filiale étrangère*,
- IFRIC 17 *Distributions en nature aux propriétaires*,
- IFRIC 18 *Transfert d'actifs des clients*,
- Amendement d'IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – éléments éligibles à la comptabilité de couverture*,
- Amendement d'IFRIC 9 et IAS 39 – *Dérivés incorporés*,
- Version révisée de IFRS 7 – *Instruments Financiers : Informations à fournir - Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers*,
- Amendement d'IFRS 2 – *Transactions de groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie*,
- *Améliorations des IFRS* (avril 2009).

Le processus de détermination par Schneider Electric des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 3 R qui modifiera de façon prospective les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises.

➤ **Changements de méthode comptable**

Consolidation des entités sous contrôle conjoint

A compter du 1^{er} janvier 2009, les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que sociétés en participation et accords de coopération, sont consolidées par intégration proportionnelle conformément au traitement de référence prévu par la norme IAS 31 – *Participations dans les coentreprises*. Auparavant, le Groupe appliquait le traitement alternatif de la norme, à savoir la méthode de la mise en équivalence. Ce changement vise à donner une information financière plus pertinente sur le caractère stratégique et la manière dont l'activité des entités sous contrôle conjoint est suivie par la Direction du Groupe.

L'impact de ce changement de méthode sur les comptes comparatifs de 2008 est non significatif.

Présentation de la composante financière des charges liées aux plans à prestations définies

Jusqu'à présent, l'ensemble des charges liées aux régimes à prestations définies de pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages au personnel étaient comptabilisées en résultat opérationnel. Afin de donner une information financière plus pertinente, à savoir un résultat opérationnel non affecté par des éléments à caractère financier, le Groupe a décidé de présenter à compter du 1^{er} janvier 2009 la charge d'intérêt et le rendement attendu des actifs du régime en résultat financier. L'impact de ce changement sur le résultat opérationnel du premier semestre 2008 est un reclassement de 13 millions d'euros du résultat opérationnel au résultat financier (19 millions d'euros en année pleine 2008). Les comptes de résultat comparatifs reflètent l'impact de ce changement de présentation.

➤ **Dépréciations d'actifs**

Des tests de dépréciation d'actifs ont été réalisés sur les Unités Génératrices de Trésorerie correspondant aux Directions Activités (Energie Sécurisée, Automatismes du Bâtiment, CST). Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) du Groupe est de 8,4 % au 30 juin 2009, en légère hausse par rapport à 8,2 % au 31 décembre 2008. Les risques pays ont été actualisés par rapport aux tests réalisés à fin 2008. Ces tests ont conduit à comptabiliser des pertes de valeur de 50 millions d'euros avant impôt sur l'activité CST.

➤ **Saisonnalité des activités**

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un trimestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2009.

➤ **Impôt sur les bénéfices**

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

Note 2 - Evolution du périmètre de consolidation

2.1 Variations de périmètre

Les principales variations de périmètre de la période de six mois close au 30 juin 2009 sont les suivantes :

- Acquisitions en cours

Le Groupe a signé des accords portant sur l'acquisition de Conzerv en Inde et de Microsol au Brésil. Ces sociétés seront consolidées sur le second semestre 2009.

Le montant total des acquisitions du semestre s'élève à 45 millions d'euros, hors un complément de frais d'acquisition liés à Xantrex pour 3 millions d'euros.

- Changements de méthode de consolidation

Comme indiqué dans la note 1, les comptes de la société Delixi Electric, entité en contrôle conjoint, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle depuis le 1^{er} janvier 2009 ; ils étaient auparavant mis en équivalence.

2.2 Impact des variations de périmètre

L'impact des variations de périmètre intervenues en 2008 et en 2009 sur le compte de résultat du Groupe au 30 juin 2009 est non significatif.

➤ Effets sur la trésorerie du Groupe

Les variations de périmètre au 30 juin 2009 représentent un décaissement de (41) millions d'euros, qui se détaille comme suit :

	1er semestre 2009
Acquisitions	(47)
Trésorerie décaissée	(48)
Trésorerie acquise	1
Cessions	-
Autres opérations	6
Investissement financier net	(41)

Note 3 - Ecart d'acquisition

3.1 Principaux écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont présentés ci-dessous.

	Année d'acquisition	Actifs de rattachement	30.06.2009 Net	31.12.2008 Net
APC	2007	CPCS	2 108	2 131
Square D Company	1991	(A)	970	986
Groupe LEXEL	1999	EOD	818	810
Telemecanique	1988	(A)	463	463
TAC/ Andover/ Abacus/ Applied Control Technology/Yamas/HGA	2003 à 2007	BA	417	417
Pelco	2007	BA	360	366
MGE UPS	2000 à 2007	CPCS	340	344
IBS	2006	BA	305	310
Juno Lighting Inc.	2005	NAOD	280	285
Clipsal	2004 à 2006	APOD	263	230
BEI Technologies	2005	CST	202	224
Xantrex	2008	RE	194	193
Crouzet Automatismes	2000	CST	156	156
Power Measurement Inc.	2005	NAOD	136	136
Delixi	2007	APOD	130	-
ABS	2005	BA	109	104
Positec	2000	EOD	105	106
Merlin Gerin	1992	(A)	87	87
Digital Electronics	2002	APOD	83	89
OVA	2006	EOD	80	80
Kavlico	2004	CST	77	78
Ritto	2007	EOD	60	60
Elau	2004 & 2005	EOD	56	56
Citect	2006	APOD	54	46
Federal Pioneer	1990	NAOD	51	49
Crydom	2006	CST	49	49
Infra +	2000 à 2004	EOD	43	43
Wessen	2008	IOD	41	58
RAM	2008	NAOD	39	54
AEM	2006	EOD	30	30
PDL	2001	APOD	29	26
ECP	2008	NAOD	28	28
GET	2006	EOD	28	25
Mita Holding	1999	EOD	26	25
Marisio	2008	IOD	26	22
IMS	2008	EOD	23	24
Grant	2007	EOD	2	2
Autres filiales			362	350
TOTAL			8 630	8 542

(A) Les écarts d'acquisition de Square D, Télémécanique et Merlin Gerin ont été affectés selon une clé représentant les résultats opérationnels par zone à la date d'acquisition :

	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Reste du Monde
Square D	9%	80%	10%	1%
Télémécanique	71%	0%	20%	9%
Merlin Gerin	62%	10%	20%	8%

3.2 Mouvements de la période

Les principaux mouvements de la période sont récapitulés dans le tableau suivant :

	1er semestre 2009	Année 2008	1er semestre 2008
Ecarts d'acquisition nets à l'ouverture	8 542	8 141	8 141
Acquisitions	-	415	74
Cessions	-	0	-
Perte de valeur	(21)	(59)	(6)
Effet des variations de change	(11)	97	(340)
Reclassement / Affectation	120	(52)	(49)
Ecarts d'acquisition nets à la clôture	8 630	8 542	7 820
Pertes de valeur cumulées à la clôture	(88)	(67)	(14)

➤ Pertes de valeur

Les pertes de valeurs enregistrées sur l'exercice s'élèvent à (21) millions d'euros et concernent principalement CST pour (20) millions d'euros.

➤ Autres variations

Les autres variations s'élèvent à 120 millions d'euros dont 142 millions d'euros sont liés au reclassement de l'écart d'acquisition de la société Delixi Electric (passée en intégration proportionnelle au 1^{er} janvier 2009) et (28) millions d'euros correspondent à la finalisation de l'affectation des écarts d'acquisition des sociétés RAM et Wessen acquises fin 2008.

Note 4 - Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009 est la suivante :

	Marques	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Logiciels	Immobilisations corporelles	Total
VALEURS BRUTES						
Situation au 31.12.2008	2 452	637	1 384	559	5 223	10 255
Acquisitions		112	8	21	156	297
Cessions / mises au rebut	(1)		(1)	(4)	(113)	(119)
Ecarts de conversion	(9)	(6)	(16)		12	(19)
Reclassement			(162)	147	11	(4)
Variation de périmètre et divers	(3)		10		10	17
Situation au 30.06.2009	2 439	743	1 223	723	5 299	10 427
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR						
Situation au 31.12.2008	(121)	(159)	(317)	(444)	(3 253)	(4 294)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(13)	(40)	(76)	(31)	(173)	(333)
Reprises d'amortissements			1	5	103	109
Ecarts de conversion	1	3	8	1	(5)	8
Reclassement			17			17
Variation de périmètre et divers	3		2			5
Situation au 30.06.2009	(130)	(196)	(365)	(469)	(3 328)	(4 488)
VALEURS NETTES						
Au 31.12.2008	2 331	478	1 067	115	1 970	5 961
Au 30.06.2009	2 309	547	858	254	1 971	5 939

Selon les mêmes principes que pour les écarts d'acquisition, les marques, non amorties, sont soumises à des tests de dépréciation au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Au 30 juin 2009, aucun indice de perte de valeur des marques n'a été identifié.

De la même manière qu'à fin 2008, la valeur comptable des actifs rattachés à l'activité Systron Donner Automotive (SDA - activité de CST en cours d'abandon) a été ramenée à leur valeur d'utilité. Ceci a conduit à comptabiliser une dépréciation complémentaire de 11 millions d'euros sur la marque et de 19 millions d'euros sur les autres actifs incorporels liés cette activité.

Les immobilisations destinées à la vente, présentées séparément pour une valeur nette de 2,4 millions d'euros, correspondent à certains bâtiments mis en vente.

Les reclassements correspondent principalement aux mises en service d'immobilisations.

Note 5 - Participations dans les entreprises associées

Le détail des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

	% de détention		Participation nette		Quote-part de résultat	
	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008
Delta Dore Finance	20,0%	20,0%	11	11	0	1
Delixi Electric	N/A	50,0%	-	182	-	11
Fuji Electric FA Components & Systems	36,8%	37,0%	70	84	(8)	-
Autres	N/A	N/A	8	4	0	0
Total	-	-	89	281	(8)	12

Note 6 - Actifs financiers

6.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement constitués de titres de participation, sont détaillés ci-dessous :

	% détenu	30.06.2009			31.12.2008
		Valeur brute	Réévaluation/ Dépréciation	Juste valeur	Juste valeur
I – Titres cotés					
AXA	0,5%	102	30	132	155
Gold Peak Industries Holding Ltd	6,3%	7	(4)	3	2
Total titres cotés		109	26	135	157
II – Titres non cotés					
Conzerv Systems Private Limited (1)	100,0%	27	0	27	-
Polam BV (3) (6)	100,0%	26	0	26	26
East Electric System Technology Co., Ltd. (2)	60,0%	17	0	17	-
Microsol (1)	100,0%	11	0	11	-
Simak (3)	98,5%	6	(1)	5	5
Thorsman Ireland (3)	100,0%	6	(6)	0	0
Senside (3)	100,0%	5	(5)	0	0
Easy Plug SAS (4)	50,0%	9	(9)	0	0
SE Venture	100,0%	7	(7)	0	0
Autres (5)		24	(10)	14	12
Total titres non cotés		138	(38)	100	43
Actifs financiers disponibles à la vente		247	(12)	235	200

(1) Acquisitions de la période, consolidées sur le 2ème semestre 2009

(2) Entité déconsolidée suite à la perte de contrôle opérationnelle par le Groupe

(3) Participations déconsolidées - en cours de liquidation

(4) Société sans activité

(5) Valeur brute unitaire inférieure à 5 M€

(6) Le Groupe a une dette envers Polam d'un montant équivalent à la valeur des titres détenus

La juste valeur correspond au cours de clôture pour les titres cotés sur un marché actif et à la valeur d'utilité pour les titres non cotés.

6.2 Autres actifs financiers non courants

Le contrat d'acquisition de Clipsal prévoit, au titre de garantie de passifs, la retenue d'une partie du prix d'acquisition (voir note 12). Cette somme a été placée par le Groupe sur un compte séquestre, et s'élève au 30 juin 2009 à 14 millions d'euros.

6.3 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 68 millions d'euros au 30 juin 2009 et sont composés de placements de trésorerie non monétaires.

Note 7 - Capitaux propres

7.1 Paiements sur la base d'actions

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SA a créé 39 316 actions au cours du premier semestre 2009 pour un montant de 2 millions d'euros.

Sur la base des hypothèses décrites dans les comptes annuels 2008, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans d'options mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 s'élève à 15 millions d'euros pour le premier semestre 2009 (idem pour le premier semestre 2008). Cette charge trouve sa contrepartie au sein du poste « Réserves consolidées » dans les capitaux propres.

7.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, deux possibilités d'investissement sont proposées : le plan d'actionnariat classique et le plan avec effet de levier.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 17% selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de 5 années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant « l'avantage » offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable in fine.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximum de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

Dans le plan avec effet de levier, le Groupe offre également la possibilité d'une souscription à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 17% selon les pays). Ces plans proposent cependant un profil de gain différent dans la mesure où une banque tierce complète l'investissement de l'employé de telle sorte que le montant investi au total est un multiple du montant payé par l'employé. Le total est investi dans des actions du Groupe à un cours décoté. La banque transforme ainsi la décote cédée par le salarié en ressource pour lui offrir un profil de gain particulier, consistant à sécuriser l'apport personnel du salarié et à lui offrir une indexation à la hausse sur un nombre levragé d'actions auxquelles le salarié souscrit directement.

Pour les plans à effet de levier, la charge IFRS 2 est évaluée, comme pour les plans classiques, par référence à la juste valeur d'une décote sur titres incessibles (voir modalités ci-dessus), complétée par l'avantage que constitue l'intermédiation de l'émetteur dans l'appel d'offre des plans à effet de levier. L'intermédiation de l'émetteur permet en effet aux salariés de bénéficier de cotations de volatilité de type institutionnel et non de cours « au détail » de volatilité que le salarié aurait obtenu auprès de sa banque de détail pour répliquer le montage financier. Ce différentiel de volatilité est traduit en équivalent décote : il mesure le gain d'opportunité offert au salarié sur les plans à effet de levier.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, le Groupe a proposé le 2 juin 2009 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 45,55 euros ou 44,48 euros selon les pays (décoté de 15 à 17% par rapport au cours de référence de 53,59 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Directoire).

2,5 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 114 millions d'euros réalisée le 10 juillet 2009. Cette opération représente une charge globale de 2,6 millions d'euros, après prise en compte de la durée légale d'incessibilité des titres pendant 5 ans.

Les tableaux ci-dessous présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation, ainsi que le coût des plans pour les exercices 2009 et 2008.

Plans classiques	Année 2009		Année 2008	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (en années)		5		5
Prix de référence (en euros)		53,59		78,82
Prix de souscription (en euros) : entre		45,55		67,00
et		44,48		
Décote faciale : entre	15,00%		15,00%	
et	17,00%			
Montant souscrit par les salariés		28,6		45,8
Montant global souscrit		28,6		45,8
Nombre total d'actions souscrites (millions d'actions)		0,6		0,7
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (in fine) (1)		5,00%		6,90%
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)		3,00%		5,20%
Taux d'emprunt des titres annuel (repo)		1,00%		1,15%
(a) Valeur de la décote : entre	15,00%	4,8	15,00%	8,1
et	17,00%	0,3		
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché	14,85%	5,0	13,70%	7,4
Coût global pour le groupe (a-b)				
		0,15% à		
		2,15%		0,1
			1,30%	0,7
Sensibilités				
- diminution du taux d'emprunt du participant au marché (2)	(0,50%)	0,9	(0,50%)	1,4

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen

(2) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur

Plans à effet de levier	Année 2009		Année 2008	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (en années)		5		5
Prix de référence (en euros)		53,59		78,82
Prix de souscription (en euros) : entre et		45,55 44,48		67,00
Décote faciale : entre et	15,00% 17,00%		15,00%	
Montant souscrit par les salariés		8,5		8,9
Montant global souscrit		85,7		88,6
Nombre total d'actions souscrites (millions d'actions)		1,9		1,3
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (in fine) (1)	5,00%		6,90%	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	3,00%		5,20%	
Taux de dividende annuel	3,00%		4,50%	
Taux d'emprunt des titres annuel (repo)	1,00%		1,15%	
Spread de volatilité détail / institutionnel	5,00%		5,00%	
(a) Valeur de la décote : entre et	15,00% 17,00%	9,4 5,9	15,00%	15,6
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché	14,85%	14,4	13,70%	14,2
(c) Valeur du gain d'opportunité (2)	1,71%	1,7	2,69%	2,8
	1,85% à 3,85%	2,5	3,99%	4,1
Coût global pour le groupe (a-b+c)				
Sensibilités				
- diminution du taux d'emprunt du participant au marché (3)	(0,50%)	2,5	(0,50%)	1,4
- augmentation du spread de volatilité détail / institutionnel (4)	0,50%	0,2	0,50%	0,2

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen

(2) Calculé à partir d'un modèle binomial

(3) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur

(4) Une augmentation du spread de volatilité détail / institutionnel augmente le gain d'opportunité pour le salarié et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur

Note 8 - Provisions pour retraites et engagements assimilés

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	dont US	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	dont US	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31.12.2008	1 027	401	436	370	1 463
Charge de la période	46	14	12	9	58
Prestations versées	(27)	-	(1)	-	(28)
Cotisations versées	(7)	(1)	(10)	(10)	(17)
Éléments actuariels reconnus en capitaux propres	28	26	(5)	(5)	23
Ecart de conversion	(3)	(8)	(4)	(5)	(7)
30.06.2009	1 064	432	427	359	1 491

La charge nette enregistrée en résultat au titre du premier semestre 2009 se décompose comme suit :

	1er semestre 2009			1er semestre 2008		
	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Total	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Total
Coût des services rendus	27	3	30	25	2	27
Coût des services passés	0	(2)	(2)	0	(1)	(1)
Effet des liquidations / réductions de régimes	0	0	0	1	0	1
Charge d'exploitation de la période	27	1	28	26	1	27
Coût financier (actualisation)	55	11	66	48	9	57
Rendement attendu des actifs des régimes	(36)	0	(36)	(44)	0	(44)
Charge financière de la période	19	11	30	4	9	13
Charge nette de la période	46	12	58	30	10	40

Note 9 - Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environnementaux	Restructurations	Autres risques	Provisions
31.12.2008	324	28	207	43	132	106	840
<i>dont part LT</i>	<i>121</i>	<i>24</i>	<i>49</i>	<i>30</i>	<i>11</i>	<i>67</i>	<i>302</i>
Dotations	21	1	39	1	66	14	142
Effet d'actualisation	0	0	0	0	0	1	1
Reprises pour utilisation	(19)	(1)	(21)	(1)	(44)	(5)	(91)
Provisions devenues sans objet	(2)	(2)	(4)	0	0	(3)	(11)
Ecart de conversion	(1)	0	0	0	1	0	0
Variations de périmètre et autres	(1)	0	1	0	(2)	(11)	(13)
30.06.2009	322	26	222	43	153	102	868
<i>dont part LT</i>	<i>135</i>	<i>21</i>	<i>50</i>	<i>28</i>	<i>7</i>	<i>65</i>	<i>306</i>

Les dotations aux provisions pour risques et charges produits intègrent la mise à jour des risques techniques pour 19 millions d'euros.

Les dotations aux provisions pour restructurations de 66 millions d'euros sont commentées en note 15.

Note 10 - Endettement financier net

L'endettement financier net s'analyse de la façon suivante :

	30.06.2009	31.12.2008
Emprunts obligataires	4 497	3 477
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	1 500	1 318
Financement des locations financières	17	19
Participation des salariés	7	6
Part court terme des emprunts obligataires	-	(110)
Part court terme des dettes long terme	(66)	(71)
Dettes financières non courantes	5 955	4 639
Billets de trésorerie	46	190
Intérêts courus non échus	122	106
Autres dettes	145	202
Tirage de lignes de crédit	-	752
Découverts et encours bancaires	150	135
Partie court terme des emprunts obligataires	-	110
Partie court terme des dettes long terme	66	71
Dettes financières courantes	529	1 566
Valeurs mobilières de placement	(1 582)	(997)
Titres de créances négociables et dépôts court terme	(19)	(13)
Disponibilités	(741)	(642)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 342)	(1 652)
Endettement financier net	4 142	4 553

La trésorerie nette des découverts et encours bancaires s'élève à 2 192 millions d'euros. Elle représente le montant de trésorerie présenté au tableau des flux de trésorerie consolidés.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées d'instruments négociables, très liquides à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tels que billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents.

Note 11 - Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de taux, de change, et de variation des cours de métaux.

11.1 Valeurs d'inventaire et valeurs nominales des instruments financiers dérivés

	Qualification IFRS	31.12.2008	1er semestre 2009		30.06.2009	30.06.2009	
		Valeur d'inventaire	Résultat financier (1)	Capitaux Propres (2)	Valeur d'inventaire	Nominal des contrats Achat	Vente
Change							
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH*	(39)	15	20	(4)	1 016	321
Autres contrats à terme en couverture d'éléments bilantiels	Trading	25	(20)		5	1 395	1 524
Métaux							
Couvertures fermes et optionnelles	CFH*	(98)		91	(7)	75	
Taux							
Swaps de taux d'intérêt	CFH*/FVH*	(55)	5	(14)	(64)	1 543	
Instruments financiers dérivés		(167)	0	98	(69)	-	-

* Cash flow hedge (couverture de flux futurs) / Fair value hedge

(1) Les effets sur le résultat de la période sont compensés par les variations de juste valeur des éléments sous-jacents également enregistrées en résultat financier.

(2) Ces éléments sont présentés sur une ligne distincte des capitaux propres « Réserves consolidées ».

La valeur de marché des instruments financiers, qui correspond à leur valeur d'inventaire, est estimée soit en interne par la méthode des flux de trésorerie actualisés au taux du marché, soit auprès des banques.

11.2 Valeur d'inventaire et valeur de marché des instruments financiers hors dérivés

	30.06.2009		31.12.2008	
	Valeur notionnelle (1)	Juste valeur	Valeur notionnelle (1)	Juste valeur
Titres de participation non consolidés	235	235	200	200
Autres actifs financiers non courants	124	124	113	113
Valeurs mobilières de placement	1 582	1 582	997	997
Emprunts obligataires	(4 497)	(4 628)	(3 477)	(3 414)
Autres dettes financières courantes et non courantes	(1 987)	(1 987)	(2 728)	(2 728)
Instruments financiers hors dérivés	(4 543)	(4 674)	(4 895)	(4 832)

(1) La valeur notionnelle correspond au coût amorti ou à la juste valeur.

Note 12 - Autres dettes à long terme

	30.06.2009	31.12.2008
Dettes sur acquisition de Clipsal	14	12
Autres	10	8
Autres dettes à long terme	24	20

Le contrat d'acquisition de Clipsal prévoit, au titre de garantie de passifs, la retenue d'une partie du prix d'acquisition. Cette somme a été placée par le Groupe sur un compte séquestre (note 6.2).

Note 13 - Information sectorielle

L'information sectorielle géographique se décline selon les quatre divisions du Groupe sur la base de l'implantation des actifs. L'évaluation de la performance de ces secteurs et les décisions de gestion reposent notamment sur le résultat opérationnel avant (EBITAR) ou après charges de restructurations (EBITA).

Les données par zone géographique sont présentées après répartition de l'activité d'énergie sécurisée. Les charges relatives à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une ligne « holding ».

Ces informations sont commentées dans le rapport semestriel d'activité au 30 juin 2009 du Directoire.

	1er semestre 2009		1er semestre 2008	
Europe	3 217		4 086	
Amérique du Nord	2 184		2 394	
Asie-Pacifique	1 520		1 636	
Reste du Monde	834		830	
Chiffre d'affaires	7 755		8 946	
Europe	435	13,5%	809	19,8%
Amérique du Nord	256	11,7%	363	15,2%
Asie-Pacifique	214	14,1%	262	16,0%
Reste du Monde	158	18,9%	134	16,1%
Holding	(160)	-	(157)	-
EBITAR	903	11,6%	1 411	15,8%
Europe	387	12,0%	781	19,1%
Amérique du Nord	218	10,0%	345	14,4%
Asie-Pacifique	205	13,5%	252	15,4%
Reste du Monde	155	18,6%	134	16,1%
Holding	(174)	-	(153)	-
EBITA	791	10,2%	1 359	15,2%

L'information sectorielle par activité est la suivante :

	1er semestre 2009		1er semestre 2008	
Distribution Electrique	4 542		4 979	
Automatismes et Contrôle	2 087		2 700	
Energie Sécurisée	1 126		1 267	
Chiffre d'affaires	7 755		8 946	
Distribution Electrique	758	16.7%	964	19.4%
Automatismes et Contrôle	160	7.7%	430	15.9%
Energie Sécurisée	145	12.9%	174	13.7%
Holding	(160)	-	(157)	-
EBITAR	903	11.6%	1 411	15.8%
Distribution Electrique	711	15.7%	934	18.8%
Automatismes et Contrôle	119	5.7%	415	15.4%
Energie Sécurisée	135	12.0%	163	12.9%
Holding	(174)	-	(153)	-
EBITA	791	10.2%	1 359	15.2%

Note 14 - Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de la période se répartissent comme suit :

	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Frais de recherche et développement comptabilisés en charge ⁽¹⁾	270	298
Projets de développement capitalisés ⁽²⁾	112	95
Total Frais de recherche et développement bruts	382	393
Crédit impôt recherche	(8)	(11)
Total des frais de recherche et développement de la période	374	382

(1) dont, en juin 2009, 74 millions d'euros classés en coûts des ventes, 8 millions d'euros en coûts commerciaux et 188 millions d'euros en frais de R&D

dont, en juin 2008, 82 millions d'euros classés en coûts des ventes, 6 millions d'euros en coûts commerciaux et 210 millions d'euros en frais de R&D

(2) dont, en juin 2008, 4 millions d'euros classés en logiciels et 0 en juin 2009

Par ailleurs, le montant des amortissements des projets de développement capitalisés s'élève à respectivement (40) et (26) millions d'euros en juin 2009 et juin 2008. En outre, il n'y a pas eu de dépréciation exceptionnelle de projets de développement capitalisés sur chacune des périodes.

Note 15 - Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 112 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des fonctions support en Europe (environ 55 millions d'euros) et en Amérique du Nord (environ 45 millions d'euros dont 16 millions d'euros sur l'activité CST).

Note 16 - Autres produits et charges financiers

	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Résultat de change, net	(15)	(13)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(30)	(13)
Dividendes reçus	4	17
Plus ou moins values sur cessions de titres de participation	0	10
Effet de l'actualisation des actifs et passifs non courants	(1)	1
Autres charges financières nettes	(7)	(6)
Autres produits et charges financiers	(49)	(4)

La composante financière des charges de retraite et autre avantages postérieurs à l'emploi s'est dégradée principalement du fait de la baisse des rendements attendus sur les actifs de retraite. Les dividendes sont essentiellement perçus sur les titres AXA.

Note 17 - Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale des entités qu'elles détiennent. Schneider Electric SA a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

17.1 Analyse de la charge d'impôt

	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Impôt courant		
France	-	(23)
Etranger	(158)	(271)
Total	(158)	(294)
Impôts différés		
France	54	(4)
Etranger	(10)	(15)
Total	44	(19)
Produit /(Charge) d'impôt	(114)	(313)

17.2 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Résultat net	363	871
(Charge) Produit d'impôt	(114)	(313)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(8)	6
Résultat avant impôt	485	1 178
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(167)	(406)
Eléments en rapprochement :		
Ecart de taux France/Etranger	52	73
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	20	46
Effets des déficits fiscaux	(14)	-
Autres différences permanentes	(5)	(26)
(Charge) Produit net d'impôt réel	(114)	(313)
Taux effectif d'impôt	23,5%	26,6%

17.3 Impôts différés

Les impôts différés nets s'élèvent à 64 millions d'euros et présentent une variation de 20 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

Note 18 - Engagements et passifs éventuels

18.1 Cautions, avals et garanties

Les garanties, cautions et avals, donnés d'une part et reçus d'autre part s'établissent respectivement à 533 et 48 millions d'euros au 30 juin 2009.

18.2 Engagements d'achats

➤ Titres de participation

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées, ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008, le montant de ces engagements n'est pas significatif.

➤ Prestations de services informatiques

Le Groupe est lié à la société CAPGEMINI dans le cadre d'un accord d'externalisation (Infogérance) de certaines fonctions informatiques en Europe et la mise en œuvre d'un système d'applications de gestion communes sous le progiciel SAP. La première version de ce système global a été mise en place en Inde (premier pilote) en avril 2007 et la deuxième version a été déployée mi 2008 dans plusieurs pays pilotes européens. Au titre de ce système, Schneider Electric a capitalisé à fin juin 2009 des coûts pour un montant total net de 158 millions d'euros. Ces coûts sont amortis à compter de 2009 selon un mode progressif sur 7 années glissantes, en fonction du nombre d'utilisateurs au fur et à mesure du déploiement dans le monde.

Au titre de l'exercice 2009, les coûts relatifs à l'Infogérance s'élèvent contractuellement à 123 millions d'euros incluant les effets volumes et l'indexation prévus au contrat (133 millions d'euros en 2008).

18.3 Passifs éventuels

D'une manière générale, la direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de

manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Les contrats d'emprunts ne contiennent pas de clauses en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Le Groupe a conclu un accord d'entreprise relatif au Droit Individuel à la Formation. Le Groupe a appliqué dans ses comptes le traitement préconisé par les normes françaises pour le DIF, conformément à l'avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF. Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement. Le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits des salariés des entités françaises du Groupe est d'environ 1 262 000 heures au 30 juin 2009.

Note 19 - Opérations avec des parties liées

19.1 Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché et sont non significatives sur la période.

19.2 Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de la période, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de direction.

Note 20 - Evénements postérieurs à la clôture

➤ **Augmentation de capital réservée aux salariés**

Le 10 juillet 2009, le montant de l'augmentation de capital réservée aux salariés, décrite en Note 7.2, s'est élevé à 114 millions d'euros pour 2,5 millions d'actions émises.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2009

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Evolution du périmètre de consolidation

Acquisitions de la période

Le 4 juin 2009, Schneider Electric a annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de Conzerv Systems, leader reconnu sur le marché indien de l'efficacité énergétique, notamment pour les utilisateurs industriels et commerciaux. L'entreprise a été l'une des premières à concevoir et à produire des compteurs d'énergie numériques en Inde au début des années 1990. Aujourd'hui numéro un sur le marché grâce à des technologies et solutions éprouvées pour les audits énergétiques et les systèmes de gestion de l'énergie, elle réalise un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions d'euros et emploie 337 personnes.

Le 19 juin 2009, le Groupe a acquis la société Microsol Tecnologia, spécialiste brésilien des onduleurs, régulateurs de tension et autres dispositifs de protection électrique. Créé en 1982, Microsol est le troisième acteur du marché brésilien de l'énergie sécurisée. Il bénéficie d'une position de premier plan dans le nord-est du Brésil, d'une large présence auprès des distributeurs, doublée de solides relations avec le secteur public et de compétences prouvées en R&D pour la conception de produits aux normes locales. En 2008, Microsol a réalisé un chiffre d'affaires de 65 millions de réal brésiliens (environ 24 millions d'euros) pour un effectif de 500 personnes.

Acquisitions et cessions réalisées en 2008 et ayant un effet sur les comptes du premier semestre 2009 *

Les entités suivantes ont été acquises en cours d'exercice 2008 et leur consolidation en année pleine sur l'exercice 2009 constitue un effet de périmètre par rapport à l'exercice 2008 :

- Arrow, consolidée à compter du 1er février 2008,
- ECP Tech Services, consolidée à compter du 13 avril 2008,
- Marisio, consolidée à compter du 7 mai 2008,
- Wessen, consolidée à compter du 15 juin 2008,
- RAM Industries, consolidée à compter du 12 août 2008,
- Xantrex, consolidée à compter du 29 septembre 2008.

Le 30 septembre 2008, Schneider Electric a apporté ses activités de distribution électrique et contrôle industriel au Japon ainsi que 60 millions d'euros de trésorerie à la nouvelle joint venture Fuji Electric FA Components & Systems. Le Groupe détient désormais 37% de cette société et la consolide selon la méthode de mise en équivalence.

Prenant acte qu'elle n'avait plus le contrôle opérationnel de la joint venture East en Chine, Schneider Electric a déconsolidé cette société au 1^{er} janvier 2009.

L'impact de ces variations de périmètre est non significatif sur le compte de résultat semestriel au 30 juin 2009.

(*) Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

Evolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro (effet conversion) a un impact significatif sur le premier semestre 2009. En effet, cet impact s'élève à 325 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et à 71 millions d'euros sur le résultat d'exploitation EBITA. L'impact de l'évolution des taux de change (effet conversion seul) sur le taux de marge opérationnelle EBITA est donc de +0,5 point.

Chiffre d'affaires

Au 30 juin 2009, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 7 755 millions d'euros, en recul de 13,3 % à périmètre et taux de change courants par rapport au 30 juin 2008.

La croissance du premier semestre 2009 se décompose en une décroissance organique de (17,9) %, une contribution des acquisitions nette des cessions pour 1,5 % et un effet de change de 3,1 %.

Evolution du chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires de l'Europe s'élève à 3 217 millions d'euros au 30 juin 2009, en baisse de (21,3 %) en données courantes. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires baisse de (19,1 %) par rapport au 30 juin 2008.

Les tendances observées en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est sont similaires.

En Europe de l'Ouest, la France a mieux résisté que les autres pays. La construction résidentielle a poursuivi sa décroissance. Le marché de la construction non résidentielle a également poursuivi sa décrue, particulièrement dans l'immobilier commercial et de bureaux, mais nos activités d'Automatismes du Bâtiment ont mieux résisté grâce aux projets d'efficacité énergétique et aux services. L'activité Industrie, en particulier les Constructeurs de Machines, est en forte baisse.

Concernant l'Europe de l'Est, l'industrie a été impactée par l'absence de demande à l'exportation dans les pays comme la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie. Le marché de la construction est toujours déprimé suite à la crise financière de fin 2008. Le marché des infrastructures est plus résilient, principalement grâce au carnet de commandes accumulé l'an dernier. La demande en Russie a été particulièrement faible.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires s'élève à 2 184 millions d'euros, soit une décroissance de (8,8 %) en données courantes et (22,6 %) à périmètre et taux de changes constants. Les marchés industriels ont été particulièrement faibles, aussi bien concernant les équipementiers que les utilisateurs finaux. Le ralentissement de la construction s'est accru, principalement sur l'immobilier commercial et de bureaux tandis que les secteurs institutionnels et de la santé ont été résilients. Le marché des centres de données a légèrement mieux performé que la moyenne de la zone. Les tendances dans l'énergie et les infrastructures, particulièrement le traitement de l'eau et le pétrole, étaient toujours positives.

Le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'élève à 1 520 millions d'euros, en recul de (7,1 %) en données courantes et de (15,3 %) à périmètre et taux de change constants. La Chine, principal marché de Schneider Electric dans la région, a limité le recul de ses revenus grâce notamment aux premiers effets des mesures de relance sur les marchés de l'énergie et des infrastructures. Les ventes au Japon sont restées très faibles, suivant la tendance générale de l'industrie locale.

La zone Reste du Monde réalise un chiffre d'affaires de 834 millions d'euros au 30 juin 2009, stable en données courantes et en recul de (2,1 %) à périmètre et taux de change constants. L'Afrique est toujours en croissance à deux chiffres grâce à des projets dans l'énergie et les infrastructures, tandis que le Moyen Orient et l'Amérique du Sud sont en recul, suivant la tendance générale de l'économie de ces pays.

Evolution du chiffre d'affaires par activité

L'activité Distribution Electrique représente un chiffre d'affaires de 4 542 millions d'euros, soit 58,6 % du chiffre d'affaires du Groupe. Ce chiffre d'affaires a reculé de (13,0 %) en données constantes.

Le chiffre d'affaires de l'activité Automatismes et Contrôle s'élève à 2 087 millions d'euros (26,9 % des ventes du Groupe), en recul de (26,7 %) en données constantes.

L'activité Energie Sécurisée a généré un chiffre d'affaires de 1 126 millions d'euros, en décroissance organique de (17,7 %). Elle représente 14,5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation avant coût des restructurations (EBITAR) s'élève à 903 millions d'euros sur le premier semestre 2009 contre 1 411 millions d'euros sur le premier semestre 2008. La marge opérationnelle (EBITAR en pourcentage du chiffre d'affaires) du Groupe est en recul de (4,2) points, de 15,8 % à 11,6 %.

La marge brute du Groupe est en recul de (2,8) points par rapport au premier semestre 2008. Cette baisse s'explique principalement par un effet mix : la part des produits (à forte marge) dans le chiffre d'affaires du groupe a reculé comparativement à la part des équipements, projets et services, et par ailleurs les zones géographiques où les marges du groupe sont les plus fortes représentent une moindre part du total du chiffre d'affaires.

Au 30 juin 2009, le net de la capitalisation de coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 72 millions d'euros sur le résultat d'exploitation (69 millions au premier semestre 2008).

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) comprend 112 millions d'euros de coûts de restructurations (contre 52 millions d'euros au premier semestre 2008) et 108 millions d'euros de charges d'amortissement et de dépréciation d'actifs incorporels liés à la comptabilisation des regroupements d'entreprises (contre 49 millions d'euros au premier semestre 2008).

Au premier semestre 2009, les coûts de restructuration sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des fonctions support en Europe (environ 55 millions d'euros) et en Amérique du Nord (environ 45 millions d'euros dont 16 millions d'euros sur l'activité CST). Les charges de dépréciation de goodwill et incorporels sont de 50 millions d'euros sur le premier semestre 2009 (contre 6 millions d'euros au premier semestre 2008) et concernent l'activité CST.

EBITAR par zone géographique

L'EBITAR de la division Europe s'élève à 13,5% au 30 juin 2009, en forte chute de (6,3) points en données courantes.

La division Amérique du Nord réalise un taux d'EBITAR de 11,7% au 30 juin 2009, en baisse de (3,5) points.

La division Asie Pacifique réalise un taux d'EBITAR de 14,1% au 30 juin 2009, en baisse modérée de (1,9) point par rapport au 30 juin 2008.

La division Reste du Monde réalise un taux d'EBITAR de 18,9% au 30 juin 2009, en progression de 2,8 points par rapport au 30 juin 2008.

EBITAR par activité

L'activité Distribution Electrique réalise un taux d'EBITAR de 16,7%, en chute de (2,7) points par rapport au 30 juin 2008.

L'activité Automatismes et Contrôle réalise un taux d'EBITAR de 7,7%, en forte baisse de (8,2) points par rapport au 30 juin 2008.

L'activité Energie Sécurisée réalise un taux d'EBITAR de 12,9%, en légère baisse de (0,8) point par rapport au 30 juin 2008.

Résultat financier

Le résultat financier s'élève à (198) millions d'euros au 30 juin 2009 contre (132) millions d'euros au 30 juin 2008. Cette variation s'explique par :

- la hausse de la charge d'intérêt nette qui s'élève à (149) millions d'euros au premier semestre 2009 contre (128) millions d'euros au premier semestre 2008, elle-même liée à la hausse de la dette nette sur la période,
- la hausse de la composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, passée de (13) millions d'euros en 2008 à (30) millions en 2009, principalement du fait de la baisse des rendements attendus sur actifs de retraite,
- la baisse des dividendes reçus (4 millions d'euros contre 17 millions d'euros sur le premier semestre 2008),
- et l'absence de plus-value sur cessions de titres de participation constatées sur le semestre (contre 10 millions d'euros constatés au premier semestre 2008).

Impôts

Le taux effectif d'impôt au 30 juin 2009 s'élève à 23,5% contre 26,6% au 30 juin 2008.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net du premier semestre 2009 s'élève à 17 millions d'euros. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de Feller AG et de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère) et Résultat net par action

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 346 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 851 millions d'euros au premier semestre 2008, générant une chute du résultat net par action de 3,56 à 1,43 euros.

Le nombre moyen d'actions a légèrement augmenté du fait de l'augmentation de capital réalisée fin mai 2009 suite au versement du dividende en actions pour les actionnaires ayant fait ce choix.

Commentaires sur le bilan et le tableau de flux de trésorerie consolidés

Le total du bilan consolidé s'élève à 24 772 millions d'euros au 30 juin 2009, stable par rapport au 31 décembre 2008. Les actifs non courants s'élèvent à 15 990 millions d'euros, soit 64,5 % du total de l'actif (idem au 31 décembre 2008).

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'élèvent à 8 630 millions d'euros, en hausse de 88 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 en raison principalement du reclassement de l'écart d'acquisition de Delixi Electric (142 millions d'euros) ; cette société, auparavant mise en équivalence, est depuis le 1^{er} janvier 2009 consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Au 30 juin 2009, une perte de valeur de 20 millions d'euros a été comptabilisée sur l'activité CST.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 5 939 millions d'euros, soit 24,0 % du total de l'actif, en diminution de (22) millions par rapport au 31 décembre 2008.

Actifs incorporels

Les marques représentent 2 309 millions d'euros au 30 juin 2009, en baisse de (22) millions par rapport au 31 décembre 2008 en raison d'une perte de valeur de (11) millions d'euros sur l'activité SDA de CST ainsi que d'écarts de change pour (9) millions d'euros.

Les projets de développement de produits inscrits à l'actif du Groupe s'élèvent à 547 millions d'euros au 30 juin 2009. Au cours du premier semestre le Groupe a capitalisé des coûts relatifs à des projets en cours pour 112 millions d'euros et reconnu des amortissements pour (40) millions d'euros.

Les autres immobilisations incorporelles nettes ainsi que les logiciels et brevets diminuent de (70) millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008. Cette variation s'explique principalement par des effets de change pour (16) millions d'euros, par des dotations aux amortissements pour (88) millions d'euros et par la comptabilisation d'une perte de valeur sur l'activité SDA de CST pour (19) millions d'euros.

Actifs corporels

Les immobilisations corporelles nettes représentent 1 971 millions d'euros (1 970 millions d'euros au 31 décembre 2008). Les investissements nets de l'exercice s'élèvent à 148 millions d'euros.

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants, essentiellement constitués de titres de participation cotés et de titres de participation acquis sur la période non encore intégrés au périmètre de consolidation, s'élèvent à 359 millions d'euros, en hausse de 46 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008. La variation de juste valeur négative des titres Axa (23 millions d'euros) est compensée par les nouvelles acquisitions en cours d'intégration dans le groupe.

Trésorerie et endettement financier net

L'autofinancement dégagé par l'exploitation s'élève à 770 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 1 199 millions d'euros au 30 juin 2008 ; il représente 9,9 % du chiffre d'affaires.

Les opérations d'exploitation génèrent une trésorerie positive de 1 014 millions d'euros au premier semestre 2009 (989 millions d'euros au premier semestre 2008) grâce à une variation de besoin en fonds de roulement positive de 244 millions d'euros, tandis que celle-ci était négative de (210) millions d'euros au premier semestre 2008.

Les investissements industriels nets du Groupe, qui incluent les projets de développement capitalisés, représentent un décaissement de (288) millions d'euros soit 3,7 % du chiffre d'affaires (3,5% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2008).

Les opérations d'acquisition de l'exercice représentent un décaissement de (41) millions d'euros, net de la trésorerie acquise et des cessions.

Par ailleurs, les cessions d'actions propres dans le cadre du contrat de liquidité ont généré un encaissement de trésorerie de 9 millions d'euros sur la période (44 millions d'euros de décaissement sur le premier semestre 2008). Les dividendes versés sur la période s'élèvent à (837) millions d'euros (dont 8 millions d'euros versés aux intérêts minoritaires des sociétés détenues) mais 520 millions d'euros ont été réinjectés dans les capitaux propres suite à la décision d'un grand nombre d'actionnaires de percevoir leurs dividendes en actions.

L'endettement financier net s'élève à 4 142 millions d'euros au 30 juin 2009, soit 37,1 % des capitaux propres du Groupe. L'endettement financier net est en baisse de (411) millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 principalement en raison de la forte trésorerie générée par l'exploitation ainsi que du versement de dividendes en actions.

La trésorerie (2 342 millions d'euros) comprend les disponibilités (741 millions d'euros), les valeurs mobilières de placement (1 582 millions d'euros) ainsi que des titres à court terme négociables sur des marchés officiels (19 millions d'euros), constitués d'instruments tels que billets de trésorerie, fonds communs de placement monétaires ou équivalents.

Les dettes financières (6 484 millions d'euros) comportent essentiellement des emprunts obligataires (4 497 millions d'euros), des emprunts auprès d'établissements de crédit (1 772 millions d'euros) ainsi que des billets de trésorerie pour 46 millions d'euros. Les dettes financières exigibles à moins d'un an s'élèvent à 529 millions d'euros au 30 juin 2009 et sont essentiellement constituées de crédits relais, de concours bancaires courants et d'intérêts courus.

Capitaux Propres

Les capitaux propres, part des actionnaires de la société mère, s'élèvent à 11 041 millions d'euros au 30 juin 2009, soit 44,6% du total du bilan. Ils augmentent de 135 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008, compte tenu :

- o du versement du dividende 2008 pour (837) millions d'euros,
- o de l'augmentation de capital liée au paiement du dividende en actions pour 520 millions d'euros,
- o du résultat du premier semestre pour 346 millions d'euros,
- o de l'impact des paiements fondés sur des actions pour 17 millions d'euros,
- o de la variation de l'autodétention pour 9 millions d'euros,
- o de l'effet des variations de change sur les réserves de conversion pour 43 millions d'euros,
- o de la réévaluation des instruments financiers (couvertures et titres disponibles à la vente) pour 63 millions d'euros,
- o des écarts actuariels sur les régimes à prestations définies pour (23) millions d'euros.

La part des actionnaires minoritaires s'élève à 117 millions d'euros.

Provisions

Les provisions, courantes et non courantes, s'élèvent à 2 359 millions d'euros, soit 9,5 % du total bilan, dont 562 millions d'euros présentent une échéance prévisionnelle de décaissement inférieure à un an.

Ces provisions sont majoritairement constituées des engagements vis-à-vis du personnel concernant les retraites et soins médicaux pour 1 491 millions d'euros. Les effets des écarts actuariels génèrent une augmentation de l'engagement pour 23 millions d'euros.

Les provisions, hors avantages du personnel, s'élèvent à 868 millions d'euros au 30 juin 2009. Ces provisions sont notamment destinées à couvrir les risques liés aux produits (garanties, litiges nés de produits défectueux identifiés) pour 222 millions d'euros, les risques économiques pour 322 millions d'euros (risques fiscaux, risques financiers correspondant généralement à des garanties d'actif ou de

passif), les risques commerciaux pour 26 millions d'euros (litiges clients et pertes sur contrats à long terme) et les opérations de restructuration pour 153 millions d'euros.

Les principales variations de la période sont liées aux plans de réorganisations industrielles et des fonctions support en Europe (environ 55 millions d'euros) et en Amérique du Nord (environ 45 millions d'euros dont 16 millions d'euros sur l'activité CST).

Impôts différés

Les impôts différés nets s'élèvent à 64 millions d'euros et présentent une variation de 20 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

Perspectives sur le second semestre 2009

Compte tenu des conditions économiques actuelles, Schneider Electric attend pour l'année 2009 :

- une décroissance organique du chiffre d'affaires similaire à celle observée sur le premier semestre,
- 12% de marge EBITA, hors coûts des restructurations.

Le lecteur est invité à se reporter au chapitre 1 – Facteurs de Risques du Document de Référence du 31 décembre 2008 déposé à l'AMF sous le numéro D.09-0124.

Evénements importants sur la période

Outre les acquisitions en Inde et au Brésil mentionnées plus haut, les événements de la période sont les suivants :

Schneider Electric continue de saisir les opportunités de marché pour rallonger la maturité de sa dette et renforcer encore sa liquidité

Le 24 mars, Schneider Electric a annoncé avoir finalisé une émission obligataire de 250 millions d'euros, ayant les mêmes caractéristiques financières que son emprunt obligataire à 4% arrivant à échéance en août 2017. Cette émission a été réalisée à un taux inférieur à 6%. Elle permet au Groupe de rallonger sa dette et de renforcer sa liquidité à des conditions attractives.

Paiement du dividende en actions

L'assemblée générale du 23 avril 2009 a décidé d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour un paiement du dividende en actions. La majorité des actionnaires ayant fait ce choix, le groupe a procédé le 29 mai à une augmentation de capital de 520 millions d'euros, prime comprise.

Evolutions au sein du Comité Exécutif

Emmanuel Babeau a rejoint le groupe en tant que membre du Directoire et Directeur Général Finances, en charge du Contrôle de Gestion, de l'Audit, de la Communication Financière, des Fusions et Acquisitions, des Directions Immobilière, Juridique et Fiscale et de la Direction Financement et Trésorerie, en remplacement de Pierre Bouchut.

En date d'effet du 1^{er} juillet, Eric Pilaud, membre du Comité Exécutif, est nommé Président de la Division Custom Sensors & Technology (CST), basée en Californie. Il était jusqu'alors en charge des activités Stratégie, Clients, Innovation & Technologie de Schneider Electric et a organisé avec succès le développement de l'activité Services et Projets.

La Direction Stratégie & Innovation est confiée à Philippe Delorme, qui devient membre du Comité Exécutif. Philippe Delorme, 38 ans, est ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale Paris et titulaire d'un MBA de Sciences Po Paris. Il a rejoint Schneider Electric en 1996 pour exercer diverses fonctions opérationnelles aux Etats-Unis et en France. Depuis 2008, Philippe Delorme était en charge du programme d'entreprise One, déclinaison de la stratégie du Groupe.

Déclaration d'intention concernant le rachat d'Areva T&D

Le 23 juillet 2009, dans un communiqué commun, Schneider Electric et Alstom ont déclaré envisager de déposer une offre d'achat commune pour la reprise d'Areva Transmission & Distribution (T&D), récemment mise en vente par sa maison-mère.

Alstom et Schneider Electric créeraient dans ce but une structure commune qui proposerait l'acquisition d'Areva T&D et, si cette offre est retenue, transférerait ultérieurement à Alstom les activités liées à la transmission et à Schneider Electric les activités liées à la distribution.

La partie Distribution (D) d'Areva T&D, qui concerne la moyenne tension, est un domaine dans lequel Schneider Electric est très actif et souhaite se renforcer. Schneider Electric apporterait à Areva T&D des forces techniques et opérationnelles considérables en matière d'automatismes et de moyenne tension, son réseau commercial mondial, et un accès complémentaire aux marchés Industrie, Bâtiment et Infrastructures, marchés majeurs des activités de moyenne tension.

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et principales incertitudes présentés au Chapitre 1, paragraphe 10 (Facteurs de Risques) du Document de Référence 2008 déposé à l'AMF le 17 mars 2009, sont toujours d'actualité.

Litiges (actualisation du Document de Référence – pages 37-38)

Arrêt de la Cour de Justice de Luxembourg

Dans le cadre de l'action en responsabilité intentée par Schneider-Electric contre la Commission dans l'affaire Legrand, la Cour de justice des Communautés Européennes a rendu le 16 juillet 2009 son arrêt sur le pourvoi introduit par la Commission. Cette dernière contestait la décision du Tribunal de première instance la condamnant à indemniser Schneider Electric à hauteur des deux tiers du préjudice subi du fait de la revente de Legrand tel que fixé à dire d'experts. La Cour a considéré que la Commission avait bien commis une faute engageant la responsabilité de la Communauté européenne en interdisant la fusion entre Schneider Electric et Legrand, mais elle a considéré que le préjudice résultant directement de la faute commise par la Commission devait être limité aux seuls frais engendrés par la reprise d'une procédure de contrôle des concentrations en octobre 2002, à la suite de l'annulation de sa décision d'octobre 2001. En revanche, la Cour a considéré que la Commission ne pouvait pas être tenue directement responsable de tout ou partie de la perte subie lors de la revente de Legrand en décembre 2002. Schneider Electric et la Commission ont trois mois pour se mettre d'accord sur le montant des frais engendrés par la reprise de la procédure de contrôle des concentrations en octobre 2002. A défaut d'un tel accord, la Cour tranchera la question.

Litige Chint

Schneider Electric et Chint ont conclu un accord global pour régler à l'amiable l'ensemble de leurs litiges relatifs à la propriété industrielle. Cet accord a été avalisé par la Haute Cour du Peuple de Zhejiang, mettant ainsi fin aux procédures opposant les parties en Chine.

Principales transactions entre parties liées.

Celles-ci sont décrites en note 19 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés.

Attestation

Je soussigné Jean-Pascal TRICOIRE, président du directoire de Schneider Electric SA, atteste, qu'à sa connaissance les comptes semestriels du 30 juin 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation de Schneider Electric SA, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

Fait à Rueil-Malmaison le 27 juillet 2009

Jean-Pascal TRICOIRE
Président du directoire.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Schneider Electric S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les modalités de présentation des comptes semestriels ainsi que les changements de méthodes comptables.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Pierre Sardet

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Jouanne